

De mémoire d'avocat, je n'ai jamais vu une répression policière et judiciaire aussi violente



Alors que chaque samedi, des Gilets jaunes sont arrêtés par les forces de l'ordre, et jugés en comparution immédiate 48 heures après, avec souvent des peines très lourdes, il nous a paru intéressant d'avoir l'avis de Maître Pichon, notre avocat, qui défend par ailleurs quelques Gilets jaunes...

Riposte Laïque : Vous êtes avocat, mais aussi militant politique. Quel est, à ce titre, votre regard sur le mouvement des Gilets jaunes, ses revendications et ses modes d'action ?

Frédéric Pichon : Le mouvement des Gilets jaunes démontre en premier lieu que l'Histoire est imprévisible. L'arrivée au pouvoir de l'OVNI Macron tout comme la contestation des Gilets jaunes d'ailleurs. Je regarde ce mouvement avec beaucoup de sympathie. Il correspond initialement à ce que Christophe Guilluy décrivait dans son ouvrage « fractures françaises » à propos de la France périphérique. Celle qui souffre en silence mais qui ne casse pas. On note cependant une tentative de récupération de Mélenchon et de l'extrême gauche, qui, pour le moment ne prend pas, mais il conviendra d'être vigilants notamment en étant présent sur le terrain et rappeler la nécessaire transversalité du mouvement.

Riposte Laïque : La répression policière qui frappe les Gilets jaunes, avec de nombreux blessés, certains très gravement, a marqué les esprits, et paraît diviser le camp patriote. Certains, plus légitimistes, refusent qu'on divise les Français. D'autres estiment que ces forces de l'ordre se comportent davantage en milice de Macron qu'en police républicaine. Quel est votre regard ?

Frédéric Pichon : J'avais déjà mon opinion sur la question depuis longtemps le jour où j'ai vu la police française taper sur des anciens combattants il y a plus de trente ans. J'étais également intervenu au moment de La Manif Pour Tous (LMPT). Bien entendu, n'étant pas anarchiste, je ne critique pas la fonction mais les ordres reçus. En l'espèce, on note une montée en puissance de la répression aussi bien s'agissant des moyens utilisés (recours massifs aux Flash-Balls et grenades de désencerclement) le plus souvent sans discernement, que s'agissant de l'incroyable détournement de la loi en appliquant des textes de loi notamment l'article L 122-14-2 du code pénal qui permet d'arrêter les gens avant même qu'ils ne commettent la moindre infraction et l'incroyable impunité

judiciaire de ces violences policières et leur justification par la presse. L'argument de la prétendue légitimité n'est pas recevable à mon sens. Il ne faut pas confondre légalité et légitimité. En l'espèce, non seulement les forces de l'ordre obéissent à des ordres souvent parfaitement illégaux mais ce gouvernement a perdu toute légitimité.

La doctrine sociale de l'Église rappelle qu'il est légitime de résister à l'autorité dans les cas où celle-ci viole gravement les principes du droit naturel. Notre constitution prévoit elle-même la résistance à l'oppression. Quant aux forces de l'ordre, elles devraient méditer sur la théorie des baïonnettes intelligentes qui considère qu'il est légitime de désobéir à des ordres injustes.

Riposte Laïque : On évoque aussi une répression judiciaire sans équivalent dans un mouvement social. On parle de plus de deux cents Gilets jaunes incarcérés. Vous êtes l'avocat de quelques Gilets jaunes qui ont été jugés en comparution immédiate. Quelle est la réalité, et comment les choses se passent-elles vraiment ?

Frédéric Pichon : Je confirme que cette répression est sans précédent. Entre le 16 novembre et le 16 décembre, 216 Gilets jaunes ont été incarcérés avec mandat de dépôt, plus de 5 000 gardes à vue ont été effectuées. De mémoire d'avocat, c'est du jamais vu. Heureusement certains magistrats du siège font preuve de bon sens mais ils ne sont pas majoritaires. Quant aux magistrats du parquet, ils font preuve d'un zèle incroyable. En revanche aucune poursuite n'est engagée contre les incroyables violences policières commises. À ce jour, 93 manifestants ont été gravement blessés (certains mutilés à vie) dont la plupart suite à des tirs de Flash-Balls au visage, ce qui est contraire au code de la sécurité intérieure.

Riposte Laïque : Le gouvernement, notamment par Castaner et Griveaux, mais aussi Macron, ont longtemps ciblé l'ultra-

droite, ou l'extrême droite, pour dénoncer les violences des premières manifestations. Et pourtant, dans les faits, il ne s'est guère trouvé beaucoup de militants de ce camp parmi les casseurs arrêtés. Comment expliquez-vous un tel acharnement, et surtout un tel déni des réalités ?

Frédéric Pichon : L'argument de la diabolisation est l'arme de destruction massive de la caste qui se défend. Les Gilets jaunes seraient racistes, antisémites et homophobes. Heureusement cette vision caricaturale ne prend plus que dans les grands médias. Sinon comment expliquer que 70 % des Français continuent encore de les soutenir. Ce gouvernement me fait penser à Louis Philippe ou à Thiers réprimant sévèrement les émeutiers avec le soutien du centre gauche et du centre droit.

Riposte Laïque : Le ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner, paraît rechercher délibérément l'affrontement avec les manifestants. Craignez-vous une escalade, voulue par le pouvoir, à l'occasion des prochains actes ?

Frédéric Pichon : Je le crains. Sinon comment expliquer l'absence de discernement dans la répression. Le gazage gratuit et le tir de Flash-Balls sur des personnes ne représentant aucune menace sont à la fois une méthode de terreur et d'intimidation mais aussi une façon de provoquer des personnes initialement pacifiques. Mais je crois aussi que tôt ou tard tout se paiera d'une façon ou d'une autre. Macron aura laissé l'image d'un président des banques qui envoient les blindés contre son peuple.

Riposte Laïque : Voyez-vous une sortie de crise possible, et si oui, laquelle ?

Frédéric Pichon : La solution est évidemment politique et non judiciaire. La sagesse devrait conduire le président à dissoudre l'Assemblée nationale en organisant de nouvelles élections instaurant la proportionnelle de manière à faire

élire des représentants en phase avec la situation actuelle du pays.

Riposte Laïque : Souhaitez-vous ajouter quelque chose, Maître ?

Frédéric Pichon : Ce n'est pas le moment de lâcher. Le gouvernement croit pouvoir l'emporter à l'usure. Je constate que la popularité des Gilets jaunes ne faiblit pas. La victoire appartient à ceux qui tiennent le dernier quart d'heure, disait Clausewitz.

Propos recueillis par Pierre Cassen